Introduction

La finalité de cet ouvrage est de présenter l'essentiel des thèmes, notions et concepts opératoires, autant d'outils permettant de mener à bien des analyses de géographie politique ou de géopolitique. Ainsi, a-t-il pour ambition d'être une « grammaire » de l'espace politique, en présentant les notions essentielles de ces deux disciplines, même si elles forment des ensembles disparates par leurs méthodes et leurs finalités. Sous le label de géopolitique, on trouve aussi bien des réflexions marquées par de fortes préoccupations spatiales, que des réflexions stratégiques ou des analyses proches des relations internationales; quant au faisceau de la géographie politique il va de l'analyse des pouvoirs à l'échelles mondiale (Flint, 2005), à des analyses anthropologiques privilégiant l'échelle individuelle (subalternes studies), sans négliger la cartographie (Agier, 2004) dont la présence varie suivant les écoles.

Malgré des différences, et parfois une opposition revendiquée entre ces appellations (la géopolitique en général), géographie politique et géopolitique se recoupent suffisamment pour pouvoir faire l'objet d'une analyse et d'une présentation communes. Ces deux disciplines sont liées par les circonstances de leur apparition, mais aussi par des définitions souvent communes. Ces deux « labels » (dont l'un souligne nettement son appartenance à la géographie) sont longtemps restés séparés par des frontières idéologiques exprimant des antagonismes d'acteurs dans une recherche de domination sur le monde comme sur le savoir.

Dans cette introduction, nous reviendrons rapidement sur l'histoire de ces disciplines, déjà entreprise par de nombreux auteurs (chronologiquement : Lacoste, 1985; Korinman, 1990; Claval, 1994; Lorot 1995; Raffestin, 1995; Taylor & Flint, 2000; Vandermotten et Vandeburie, 2005; Couteau-Bégarie et Motte, 2013; Zajec, 2016a; Loyer, 2019, Tellenne, 2019; Cattaruzza et Limonier, 2019, etc.). Afin de mieux cerner les enjeux idéologiques liés à ces disciplines, nous soulignerons quelques étapes et ruptures essentielles (A. Géographie politique et géopolitique entre pratiques et savoirs). Puis, nous reviendrons sur l'écheveau des approches (B. Visions contradictoires et écheveau des définitions) en reconnaissant trois champs disciplinaires distinctifs : géographie politique, géopolitique et géopolitique critique. Enfin, nous présenterons la distinction opératoire entre géographie politique et géopolitique (C) qui sert de structure à cet ouvrage.

A. Géographie politique et géopolitique : entre pratiques et savoirs

La réflexion en géographie politique et géopolitique s'est développée, à la fin du xixe siècle et au début du XXe, en tant que savoirs et outils intellectuels de domination dans les États occidentaux se disputant la suprématie mondiale. Michel Foucher rappelle à propos des écoles géopolitiques allemande et britannique qu'elles « ont été élaborées en un temps où il devenait nécessaire pour les deux États où elles furent produites de penser le monde dans sa globalité » (Foucher, 1991 : 20). On touche là, d'emblée, à un point fondamental et éclairant pour comprendre ces disciplines qui ont été des pratiques du pouvoir bien avant d'être de devenir des disciplines scientifiques (des « savoirs »). Michel Foucher soulignait que la géopolitique n'est pas qu'une méthode, elle est aussi une représentation et une pratique (Foucher, 1991 : 33-35). On pourrait dire la même chose de la géographie politique, sinon de la géographie dans son ensemble. Yves Lacoste avait été un des premiers à rappeler que la géographie était initialement un « savoir aui n'était pas destiné à de jeunes élèves mais aux chefs de guerre et à ceux qui dirigent l'État » (Lacoste, 1985 : 12). La maîtrise de la géographie est une composante nécessaire de l'art de gouverner, pratiquée depuis que l'humanité s'est structurée politiquement. Dans cette perspective, la notion de géo-pouvoir (Geo-power) a été mise en avant par la géopolitique critique, comme « Le fonctionnement de la connaissance géographique non pas comme un ensemble neutre de connaissances, mais comme un ensemble de technologies du pouvoir concernées par la production et la gestion gouvernementales de l'espace » (Ó Tuathail, 1996 : 7).

Pour reprendre la déclinaison proposée par M. Foucher, la géopolitique est une **pratique** du pouvoir. Les chefs d'État, les gouvernants, furent les premiers praticiens de la géopolitique et beaucoup de géopoliticiens (Mackinder, Haushofer, Spykman, Brzezinski, entre autres) ont eu, aussi, le souci de servir de « guide pour l'action » et d'orienter la politique de leur pays. La géopolitique a presque toujours eu cette dimension **praxéologique** (science pour l'action). La frontière entre pratique et méthode est ténue... La géopolitique se rapproche de la stratégie, de l'économie ou de l'écologie qui, elles aussi, tout à la fois discours, méthodes et pratiques¹.

La géopolitique comme représentation désigne des écoles et des discours géopolitiques plus ou moins théorisés. Ce sont autant de visions du monde engendrant des découpages plus ou moins cohérents (Est et Ouest, Occident, Orient, Tiersmonde, etc.), instrumentalisés par les gouvernants et relayés par les médias. Dans

^{1.} Hervé Couteau-Bégarie (1999 : 27) dit la même chose de la stratégie, à la fois « art, pratique et science ». Il différencie le stratège qui pratique et le stratégiste qui analyse. De même, distingue-t-il stratégie pure et stratégie appliquée (Ibid : 29), une classification qui se retrouve aussi dans la géopolitique critique.

cette perspective, le géographe Simon Dalby, inspirateur de la *Critical geopolitics* », estimait que la désignation de l'ennemi était le « moment géopolitique par excellence » (Dalby, 1990; sur la désignation de l'ennemi voir aussi : Conesa, 2011).

La géopolitique comme **méthode**, enfin, est un savoir organisé à vocation pédagogique ou scientifique – c'est la *formal geopolitics* esquissée par Gearoid Tuathail (1996). Comme toute méthode, la géopolitique doit être dotée d'un champ d'investigation spécifique, d'un vocabulaire et d'une méthodologie... C'est tout l'enjeu de cet ouvrage.

La géographie politique comme premier pas

La géographie politique a été formulée pour la première fois en tant que méthode, au xixe siècle, par le géographe allemand Friedrich Ratzel (1844-1904)¹. Formé aux sciences naturelles – il fut l'élève d'Ernst Haeckl, le fondateur de l'Œcologie –, il a été marqué par les trayaux d'Alexandre Von Humboldt (1769-1859) et de Charles Darwin (1809-1882). Du premier il adopte l'encyclopédisme et l'intérêt pour les liens entre milieu naturel et États, du second il reprend une interprétation du politique fondée sur les analogies avec le monde du vivant. Ratzel a d'abord développé ses idées dans Anthropogeographie, ouvrage publié en deux volumes en 1882 et 1891, qui constitue la première géographie humaine jamais publiée (mais dont le contenu semble aujourd'hui plus proche de l'anthropologie ou de l'ethnologie). Ce faisant, Ratzel fondait la distinction entre géographie physique et géographie humaine. Poursuivant son travail taxinomique, il publie, en 1897, la Politische Geographie (Géographie politique) et fonde cette discipline². Dans son approche, qui nous apparaît aujourd'hui d'un déterminisme parfois désuet, Ratzel soulignait l'influence du milieu sur l'État, qu'il considérait comme un organisme vivant – les théories « organicistes » de Ratzel forment une conception du monde influencée par les idées de Darwin et la loi de l'évolution. Sa Politische Geographie est la première production d'une géographie politique comme méthode scientifique, esquisse un champ bien précis puisque l'État est son objet central (ce que souligne le sous-titre de sa Politische Geographie : Géographie de l'État, du commerce et de la guerre). Autour de l'État, objet cardinal, Ratzel tenta d'établir des lois formelles et des typologies. Nombre des concepts qu'il a élaborés restent utilisés : position,

^{1.} La formule de « géographie politique » serait due à Anne-Robert Turgot en 1751 dans son « Plan d'un ouvrage sur la géographie politique » (Agnew, Mitchell et O'Tuathail, 2003 : 2; Couteau-Bégarie et Motte, 2013 : 43)

^{2.} La traduction française la plus étoffée de cette œuvre est celle 1988 (Ratzel, 1988); une autre, plus courte, a été offerte en 1987 (Ratzel, 1987); lire aussi les analyses de Michel Korinman (1990) et Claude Raffestin (1995).

situation, voisinage, enclavement, etc. Ainsi, son mérite essentiel est de poser les fondements d'une méthode organisée et de notions pour mener à bien une étude spatiale des faits politiques.

La *Politische Geographie* disposait aussi d'une dimension praxéologique, ou appliquée. Elle devait aider à la prise de décision en offrant l'outillage intellectuel nécessaire pour agir efficacement sur l'espace. Ainsi, Ratzel destinait-il cette discipline aux décideurs politiques, aux gouvernants, et d'abord aux dirigeants allemands. Il était lui-même fervent nationaliste et membre de la Ligue pangermaniste. De ce fait, et dans le contexte international des deux guerres mondiales, sa pensée a été reçue de manière suspicieuse, en France notamment (voir plus bas).

La Geopolitik comme prolongement

La géopolitique a été conçue en tant que prolongement, et critique, de la géographie politique. Le néologisme « géopolitique » a été inventé, en 1899, par l'universitaire suédois **Rudolf Kjellèn** (1864-1922), dans un article de la revue *Ymer*, consacré aux frontières de son pays (Kjellèn, 1899). Ce professeur de Sciences politiques et d'histoire aux universités de Göteborg et d'Uppsala utilisa ce néologisme dans son ouvrage phare : *L'État comme être vivant*, illustrant l'influence des idées de Darwin et de Ratzel. Publié en 1916 puis traduit en Allemagne en 1917, ce livre fut un succès de librairie et eut une réelle influence.

C'est à Karl Haushofer (1869-1946), qui avait lu R. Kjellèn, que l'on doit la formulation de la *Geopolitik* (géopolitique) en tant que méthode. Bayarois conservateur, Haushofer fut officier, il servit de 1908 à 1910 en tant qu'attaché militaire à l'ambassade allemande de Tokyo où, comme le dit Paul Claval, il fut : « initié à la géopolitique des stratèges et des diplomates » (Claval, 1994 : 25). Après la Première Guerre mondiale, avec le grade de colonel, Haushofer quitta l'armée. Opposé au traité de Versailles (le *Diktat*), il se consacra à la géopolitique esquissée par R. Kjellèn dans laquelle il voyait un dépassement de la Politische Geographie. En effet, celle-ci n'avait pas, à ses yeux, permis d'éviter la défaite allemande. Tel qu'il avait été formulé, ce savoir paraissait inutile ou dépourvu de dimension praxéologique. Haushofer envisageait la géopolitique comme le moyen d'organiser la revanche sur les puissances maritimes (États-Unis et Royaume-Uni). La géopolitique d'Haushofer se voulait donc nettement praxéologique. À cette fin, l'Allemagne devait, pensait-il, mener une vraie « géopolitique » mondiale en s'alliant avec le Japon... et l'Union soviétique pour contrebalancer les puissances maritimes anglo-saxonne. Pour lui, l'Allemagne avait perdu la première Guerre mondiale car ses dirigeants avaient pensé la guerre de 14 comme un conflit « napoléonien » circonscrit au vieux continent. Erreur. Pour Haushofer la revanche devait être construite en pensant le monde dans son ensemble.

La dimension praxéologique d'Haushofer se fondait cependant elle aussi sur une méthode. Sans proposer de traité majeur (sinon Haushofer, 1928), il a surtout nourri le débat géopolitique par le biais de sa revue : la *Zeitschrift für Geopolitik* (Revue de géopolitique), publiée de 1923 à 1944. Haushofer différenciait la géographie politique de Ratzel « qui étudie la distribution du pouvoir étatique à la surface des continents et les conditions (sol, configuration, climat, ressources) dans lesquelles ce pouvoir s'exerce d'une part, et la géopolitique qui se donne pour objet l'activité politique dans un espace naturel d'autre part » (Korinman, 1990 : 155). Plus éloignée de la géographie, plus sensible aux questions de stratégie, la *Geopolitik* « se veut et doit devenir la conscience politique de l'État » (Haushofer, 1928 : 27).

La *Geopolitik* attira évidemment l'attention des nazis, d'autant que Haushofer était proche de Rudolf Hess (Ó Loughlin, 1994 : 113). Les nazis reprirent et développèrent certains de ses concepts dont le fameux *Lebensraum* – l'espace vital – bien qu'il n'ait pas été inventé par Ratzel ou Haushofer mais soit plus ancien (Raffestin, 1995 : 31-32). Cependant, la collusion entre Haushofer et les nazis avaient ses limites. Haushofer, on l'a dit, était partisan de l'alliance avec l'Union soviétique – ce qui ne correspondait pas aux visions de Hitler. Le pacte Ribbentrop-Molotov de 1939 ne fut qu'une brève parenthèse, l'attaque de l'Union soviétique en juin 1941 mit Haushofer en porte-à-faux avec le régime. Par ailleurs, sa femme était juive (selon les lois de Nuremberg, ainsi que leurs enfants) et la participation d'un de ses fils à l'un des attentats contre Hitler, en juillet 1944, scella le divorce avec le régime. La *Zeitschrift* fut fermée dans la foulée. Néanmoins, Haushofer, qui se suicida en 1946 avec sa femme, et la *Geopolitik* furent dès lors associés au IIIe Reich et à son idéologie¹.

Éclipse et réapparition de la géopolitique (1945-1975)

Après la Seconde Guerre mondiale, la géopolitique considérée comme science nazie connut une éclipse durable – que beaucoup imaginèrent définitive. Staline donna l'exemple puisqu'il fit proscrire le terme même de géopolitique, et même toute mention de « politique » dans la géographie; ainsi, « jusqu'au début des années 1980, les géographes soviétiques s'opposèrent, dans les instances internationales de la géographie, à la création de commissions de géographie politique » (Brunet, 1992 : 221). Il est vrai que, si l'on considère la géopolitique dans sa dimension « haushoferienne » (au sens le plus positif d'objet de débat public, développant les questions de territoires et de pouvoir dans le cadre d'une revue) – celle-ci n'avait aucunement sa place dans le cadre totalitaire du « bloc » socialiste d'alors

Beaucoup d'Anglo-saxons font débuter la géopolitique avec Halford Mackinder, parfois sans citer Haushofer, dont l'œuvre n'a pas été traduite en anglais et peu en français (Haushofer, 1986). Sa *Geopolitik der Pan-ideen* (Haushofer, 1931) esquisse une vision géopolitique idéelle du monde, en rupture et presque plus contemporaine que le paradigme mackindérien fondé sur les réseaux et la technologie.

où les questions de territoire étaient justement les plus secrètes et les moins discutées... Hors du bloc soviétique, en Occident même ni la géographie politique ni la *Geopolitik* n'ont bonne presse, en France l'influence du Parti communiste contribue à cette marginalisation.

En France, le rejet de la géopolitique a tenu aussi à des considérations franco-françaises. Il résulte largement des modalités de formation de la géographie qui, en France, est issue de l'Histoire et non des sciences naturelles comme en Allemagne. Ainsi, le rôle des historiens fut décisif dans la délimitation du champ conceptuel de la géographie. Parmi eux, Lucien Febvre (1878-1956), cofondateur avec Marc Bloch de l'école des Annales, posa un postulat célèbre : « le sol et non l'État, voilà ce qui doit retenir le géographe » (Febvre, 1922 : 78). La docilité des géographes dut l'emplir d'aise. Emmanuel de Martonne (1873-1955), bien qu'ayant activement participé au remodelage des frontières de l'Europe centrale après 1918, appliqua l'axiome febvrien avec zèle. Dans son sillage, et jusqu'aux années 1960, les géographes français exclurent le politique de leur discipline privilégiant une vision globalisante de l'espace perçu comme un milieu naturel avec son peuplement et son mode de mise en valeur, décrit dans de vastes monographies régionales.

Rares furent les géographes français suivirent la voie tracée par Ratzel. Parmi eux, on peut citer Albert Demangeon (1872-1940) ou Camille Vallaux (1870-1945) auteur d'un ouvrage à la problématique très ratzelienne : *Le sol et l'État* (1911), puis, en collaboration avec Jean Brunhes (1869-1930) du Collège de France, il publia : *La géographie de l'histoire – Géographie de la paix et de la guerre* (Brunhes, Vallaux, 1921) que l'on peut qualifier d'ouvrage géopolitique. À l'Institut des études politiques de Paris (Sciences po) enfin, André Siegfried (1875-1959) – inventeur de la géographie électorale (Sanguin, 2010) et Jacques Ancel (1879-1943) – auteur du premier ouvrage intitulé *Géopolitique* en France (Ancel, 1936) et de la première géographie des frontières (Ancel, 1938) esquissèrent une première école française de géopolitique.

Par ailleurs, le rejet de la géopolitique n'était pas seulement de nature morale ou idéologique, il était aussi technique et stratégique. En effet, durant la guerre froide, l'importance du fait géographique dans l'élaboration des doctrines militaires apparaissait de plus en plus réduite. À l'âge du nucléaire et de la dissuasion, le triomphe de la stratégie nucléaire (1957 : lancement du *Spoutnik*) semble écraser toute considération concernant l'espace terrestre – qui n'est plus que le théâtre d'une « guerre de 30 secondes ». Dans ce nouveau type de conflit, la topographie, les sites et les territoires semblent balayés par les considérations balistiques. Les missiles et la dissuasion nucléaire semblent rendre sans objet la géopolitique, sinon la géographie. Ainsi, ceux qui s'intéressent aux affaires mondiales dans les années 1960 ou 1970 le font-ils en tant en spécialistes des relations internationales ou en historiens, mais peu en géographes.

Pour autant, la géopolitique se perpétue en Amérique latine et plus spécialement dans le cône Sud (qui prétend à l'hégémonie sur le sous-continent). Ainsi, au Brésil perdure une forte tradition géopolitique après 1945. Celle-ci est en partie liée de l'existence de la forte minorité allemande installée dans le pays dès le xixe s.. et qui a conservé des liens avec l'Allemagne. Les idées de Ratzel ou de Haushofer v ont eu une résonnance précoce. D'origine allemande, Everardo Backheuser (1879-1951) fut le premier à enseigner la géopolitique au Brésil. Diffuseur des théories de Kiellèn, Ratzel et Haushofer, dont il est contemporain. Backheuser serait le seul Brésilien publié dans Zeitschrift für Geopolitik (Droulers, 2001 : 230). Partisan du déplacement de la capitale brésilienne vers le plateau central et le renforcement de la colonisation intérieure, ses travaux « inspirèrent des générations de militaires et de stratèges brésiliens » (Droulers, 2001 : 230). Ces objectifs étaient partagés par le maréchal Mário Travassos (1891-1973) initiateur d'une pensée géopolitique spécifiquement brésilienne et auteur de plusieurs ouvrages dont La projection continentale du Brésil (Travassos, 1935) première étude géopolitique du pays (cf. aussi Rosière, 2013).

Ainsi, et contrairement au reste du monde où ce terme est proscrit, le mot géopolitique reste utilisé en Amérique latine après 1945. De manière significative, même un marxiste convaincu comme le Brésilien Josua de Castro écrit une retentissante *Géopolitique de la faim* en 1951 (Castro, 1952) et est l'un des ferments du futur regain de la géopolitique. Réfugié politique en France, de Castro enseigne à l'Université de Vincennes (devenue plus tard Paris 8) de sa fondation en 1968 jusqu'à son décès en 1973, il y côtoie Yves Lacoste alors jeune enseignant-chercheur sur lequel il exerce manifestement une certaine influence (Rosière, 2013 : 173-175).

Cependant, c'est d'abord par les États-Unis qu'est venue la réhabilitation de la géopolitique et notamment par Henry Kissinger. Adjoint au président américain pour les affaires de sécurité nationale de 1969 à 1975 et secrétaire d'État de 1973 à 1977, Kissinger a joué un rôle décisif puisqu'il fut l'un des premiers hommes d'État occidentaux à réutiliser le terme de géopolitique, « lors d'une conférence prononcée devant le National Press Club, en janvier 1977, quelque temps après un voyage au Brésil où il avait eu un long entretien avec le général Golbery, le plus influent des tenants de la doctrine de sécurité nationale [...] » (Foucher, 1991 : 28). Golbery fut en effet membre du « groupe de la Sorbonne » qui, à l'école de guerre brésilienne, élabora la doctrine géopolitique du Brésil dans les années 1960 (Claval, 1994 : 133-134). Effectivement, du fait de ses fonctions, Kissinger s'est rendu régulièrement au Brésil où il a noué, entre autres, des relations étroites avec Antonio da Silveira son homologue brésilien (Spektor, 2009). Cette relation amicale fut l'un des vecteurs du retour de la géopolitique. Pour autant, les réflexions américaines en géopolitique sont plus anciennes.

Les écoles anglo-saxonnes de Political Geography et de Geopolitics

On aurait tort de considérer la formulation de la géopolitique comme une aventure purement allemande. Dès le début du xxe siècle s'est en effet développée une puissante école anglo-saxonne de *Geopolitics* qui s'est épanouie après 1945, même si ses porte-paroles n'ont jamais utilisé le label « géopolitique ». Comme le formulait Marco Antonsich (1995), la géopolitique a connu une « *mutation idéologique* » en devenant anglo-saxonne, mais n'a pas disparu en tant que telle. D'autre part, il existait aux États-Unis notamment une école de Political Geography depuis les années 1930 au moins et qui a perduré jusqu'à aujourd'hui (cf., entre autres, K. Cox, 2002). Très opposée à la géopolitique, mais pourtant proche par ses intérêts scientifiques, nous la présentons ici rapidement.

La Political Geography anglo-saxonne n'est certes pas un courant dominant mais elle est portée par des chercheurs influents. Nous citerons, entre autres, le géographe britannique, James Fairgrieve (1870-1953) auteur de Geography and World en 1915. Cette ambitieuse synthèse géo-historique s'intéresse aux conditions qui ont permis l'établissement des empires depuis l'antiquité. Isaiah Bowman (1878-1950) commence par s'intéresser à la géographie physique puis s'oriente vers la géographie politique à la fayeur de la Première Guerre mondiale. Très opposé à la Geopolitik¹, il devient membre de l'*Inquiry* (commission qui prépare à partir de 1917, à Washington, les futurs traités de Paix), il est le conseiller du Président Wilson lors de la conférence de la Paix en 1919. Son important ouvrage : The New World: Problems in Political Geography (1921) est fondé sur le matériel accumulé à cette période. Cherchant à sensibiliser les Américains aux questions internationales, il fonde en 1922 la revue Foreign Affairs (soit un an avant la Zeitschrift de Haushofer). Derwent Whittlesey (1890-1956) enseignant à l'Université de Chicago puis à Harvard (1928-1956) écrit : The Earth and the State: a Study of Political Geography se positionne contre la géopolitique d'Haushofer tout en poursuivant les réflexions de F. Ratzel (Whittlesey, 1939). Après 1945, la géographie politique anglo-saxonne se développe avec des figures comme Richard Hartshorne (1950), Norman Pounds (1963), Harm de Blij (1967) mais aussi Jean Gottmann (1952). Initialement, les thèmes de ces refondateurs sont encore largement liés à l'État. Chez R. Hartshorne, l'État est central. Il étudie sa viabilité qu'il lie à une raison d'être (state idea) et à l'efficience d'un noyau central (Core area). Jean Gottmann se penche aussi sur les liens entre État et géographie. Il développe des concepts novateurs comme l'iconographie (ensemble des facteurs de stabilisation politique dont l'identité et la solidarité collectives, facteurs de cohésion – et prélude à l'étude des représentations); il étudie aussi le concept centre/périphérie (Sanguin, 2007). Des approches systématiques ont été développées dans les années 1960 : « la Political Geography de Pounds

Le géographe américain Isaiah Bowman constate, en 1942, que « la géopolitique a migré d'Allemagne vers l'Amérique » (Bowman, 1942), voir aussi Ó Tuathail (1996 : 155).